

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.



Pas de droits
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs
Sans droits.

ABONNEMENTS.			
FRANCE	un an 10 francs.	6 mois 5 fr.	50
ESPAGNE	id. 20 réaux	id. 41 réaux.	
ETRANGER	id. id. (port en sus)	id. id. (p. e. s.)	

PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

ABONNEMENTS.			
FRANCE	3 mois 3 francs.	1 mois 1 franc.	
ESPAGNE	id. 6 réaux.	id. 2 réaux.	
ETRANGER	id. id. (port en sus)	id. id. (p. e. s.)	

Les abonnements partent du 1.^{er} et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.

Barcelone le 31 Juillet 1873.

LA SITUATION.

Nous sommes en pleine orgie réactionnaire. La réaction républicaine ne suffit déjà plus à ces Messieurs de la bourgeoisie, de la propriété et du capital; ils ont mieux que cela à nous offrir, c'est la réaction cléricale. Le paletot de M. Thiers, le sabre de Mac-Mahon sont accusés de complaisances, le diadème serait insuffisant, c'est la tiare qu'il leur faut.

Les fusillades de Transnonain, les massacres et l'écrasement de la Commune, qu'est-ce que cela? Des fils de croisés peuvent-ils s'arrêter à de pareils enfantillages? on a eu si peur pendant deux mois! Ces *honnêtes gens* ont eu le cadavre de Varlin, le crâne fracassé de Flourens, la poitrine trouée de Ferré, les entrailles ouvertes de Rigault, cela ne saurait leur suffire; ils désirent de nouvelles proscriptions. Il leur faut Gambetta *la guerre à outrance*, et Jules Favre, *le pleurard* et Ranc, *le lâcheur* de la Commune. Ces Messieurs font cependant amende honorable. Gambetta leur a expliqué sa théorie des couches sociales, Jules Favre s'agenouille à S.^{te} Madeleine pour un peu il irait à Lourdes, et M. Ranc leur prouve assez il nous semble qu'il ne tient pas à suivre l'exemple de Manuel. C'est égal tous ces gens-là veulent la République, qui conduit à la Commune, laquelle aboutit à la Révolution. *L'ordre moral* exige qu'ils disparaissent.

On avait caressé un beau rêve, la campagne de Rome à l'extérieur. Mais il y a l'Italie, la fidèle alliée de la Prusse. A *Berlin!* leur a mal réussi; à *Berlin* conduit à la commune; ils ne veulent plus du, à *Berlin!* Mais l'Espagne est une nation amie où un prince de la noble maison de Bourbon arrête les diligences, brûle les maisons, fusille la république, on lui envoie mille fusils. Que demain Bismarck le permette et en 1873 comme en 1849 la France se fera, de par Versailles le gendarme de la réaction.

En attendant et pour plaire à l'Eglise, on se venge sur les libres penseurs. Que l'un d'eux ferme jusque dans la mort emporte dans la tombe la fidélité aux convictions de sa vie entière, et ces hyènes, ces chacals, ces oiseaux de proie s'acharnent sur ce cadavre. Triste spectacle que celui que la France réactionnaire donne à l'Europe! Dans la patrie de Voltaire, l'avenir est à Jean Brunet.

Qui mettra mettra fin à ces saturnales? qui rendra Don Carlos à son confesseur, Dona Blanca à son lupanar et les hobereaux de Versailles à leurs écuries! L'Espagne si elle le veut, l'Espagne révolutionnaire! Qu'il se lève le peuple de 1808, en France bien des cœurs battent encore dans des poitrines citoyennes; qu'il chasse ces valets dont il a fait des maîtres, ces patriotes qui traitent sa marine de pirate demandant ainsi contre lui l'intervention de l'étranger; qu'il chasse tous ces chatrés de la république et du patriotisme et il aura une page sublime dans l'histoire, une page blanche encore où il pourra de sa main héroïque, couvert du sang des bourgeois et des prêtres, écrire ces trois mots radicaux: HISTOIRE DES COMMUNES ESPAGNOLES.

LA COMMUNE.

Dans un article intitulé, LE SOCIALISME PRATIQUE, nous avons indiqué l'organisation positive, scientifique, que le prolétariat s'est donnée; nous avons montré qu'elle est l'image fidèle, la photographie si l'on peut ainsi dire de la société de l'avenir! Nous ne sommes plus en Juin 1848, époque des idées confuses où les aspirations du peuple n'avaient pas encore reçu du progrès des temps un corps doué de cohésion, capable non seulement de combattre, mais de vaincre. Aujourd'hui, c'est fortement organisées que les deux classes sont en présence, celle des opprimés et celle des oppresseurs; la bourgeoisie avec l'Etat à sa tête, le prolétariat avec sa magnifique conception fédéraliste basée sur la commune et sur la corpora-

tion. L'armée de la Révolution s'ébranle et se met en marche, par quel chemin va-t-elle passer, quelle route faut-il qu'elle suive pour arriver au but qu'elle se propose d'atteindre; pour débâter les forces bourgeoises et rester maîtresse du terrain social? Cette route, ce chemin, cette voie, c'est la COMMUNE.

Toute la révolution peut se résumer en peu de mots. Emanciper les travailleurs, les remettre en possession des libertés qui leur furent ravies par le droit monarchique, usurpation maintenue par la fiction de Jean Jacques; les grouper dans la commune autour de l'intérêt de consommation, dans le corps de métier organe de la production; fédérer les communes et fédérer les corporations. Ou encore, d'une manière plus synthétique, proclamer et conquérir,

L'AUTONOMIE DE L'INDIVIDU;

L'AUTONOMIE DE LA COMMUNE;

L'AUTONOMIE DE LA CORPORATION.

Voilà les trois revendications qui contiennent tout le programme révolutionnaire. Par laquelle des trois est-il pratique de commencer? c'est la question.

Il peut sembler logique de commencer par le premier terme de la série. Emanciper l'individu, le travailleur, le replacer dans l'entière possession de sa liberté c'est détruire le *régime des lois*; c'est détruire cette législation qui nous écrase, que pour la plupart nous ne connaissons pas, qui nous livre à la rapacité des avocats et les légistes, c'est la remplacer par le *régime des contrats*; des contrats librement discutés, ayant une portée précise, restreinte, et librement acceptés. Abolir les lois politiques n'est-ce pas tuer le gouvernement, se prononcer contre le suffrage-principe qui sert à le former, dissoudre le parlement, licencier l'armée? n'est-ce pas l'écroulement de toutes les colonnes qui soutiennent l'*Etat politique*? Rapporter les lois sociales est-ce autre chose qu'arriver à l'abolition de la propriété individuelle, du droit à l'héritage, du capital, de la rente, de l'usure; n'est-ce pas renverser de fond en comble les colonnes qui soutiennent l'*Etat social*? Tout cela n'est-ce pas la destruction de l'*ETAT BOURGEOIS* dans toutes ses manifestations? C'est cela, non autre chose, c'est la révolution dans toutes ses conséquences. Oh! si cela était possible, s'il était donné à l'activité humaine d'atteindre d'un bond de si magnifiques résultats nous ne voudrions pas d'autre voie que cette voie essentiellement révolutionnaire? Mais combien sont-ils ceux qui comprennent ces choses? La propagande n'a pas encore été suffisamment faite autour de ces idées, et ceux qui les professent sont trop clairsemés, trop isolés et disséminés sur le territoire. Nous n'avons pas le temps d'attendre, l'homme des *Misérables* étouffe sous la charette qui l'écrase, et Jean Valjean cette personification du peuple de la misère doit avoir recours à d'autres moyens.

La corporation est une idée mieux comprise, plus répandue parce que de tout temps elle a été mise en pratique. Déjà au moyen âge elle existait; l'internationale la reprise, l'a dépouillée du caractère de servitude qu'elle devait à l'époque monarchique, l'a reconstituée sur la base de la liberté du travail, l'a remise en vigueur et en a fait l'un des principaux leviers de la révolution sociale.

Mais dénuée de capital, privée des instruments de travail, de quelles forces est armée la corporation pour la lutte? Des *grèves*? Nous savons qu'un grand

nombre de nos amis, que quelques bons esprits considèrent ce moyen comme capital de nous conduire à l'émancipation populaire. Nous mentirions si nous laissons croire que nous partageons ce sentiment. Entre le patron et l'ouvrier la lutte sera toujours inégale sur le terrain de la grève. La production arrêtée l'exploiteur aura toujours son capital pour vivre tandis que l'exploité ne pourra se servir que d'économies faites sur un salaire déjà insuffisant. Les grévistes s'organiseront en coopération? Et qui leur fournira un capital suffisant pour soutenir la concurrence en face d'un homme qui peut vendre à perte s'il le faut, quitte à se refaire après la victoire en augmentant le prix de ses produits? Non la corporation n'aura une force réelle que le jour où par la propriété collective elle possèdera toutes les matières premières et tous les instruments de travail. Non, la corporation est un organisme du corps social, mais nous ne pensons pas qu'elle puisse être une arme suffisamment aiguë pour nous assurer la victoire.

Il nous reste l'autonomie de la commune. La commune, voilà le *véhicule de la Révolution*. Plaçons-nous sur ce terrain où la logique et l'histoire, cette expérimentation de la science sociale, nous donnent raison. Jettons les yeux autour de nous, sur quels points du territoire trouverons-nous une collectivité de travailleurs, ayant pleine conscience de leurs droits, unis pas la vie de chaque jour? Dans les grandes villes, dans les grandes cités; à Paris, à Londres, à Berlin, à Lyon, à Marseille, à Barcelone, à Florence, à Milan. Tous ces centres populeux appartiennent à la bourgeoisie, nous y sommes en majorité faisons-en la conquête. Que tout ce qui est dans la Commune, l'armée, la Justice, les finances, les propriétés deviennent nôtres, nous appliquerons nos principes et l'expérience se chargera des détails. La propagande est toute faite où il y a plus d'ateliers que de salons et de manufactures que d'églises.

Nous pouvons d'ailleurs nous instruire par le passé. Il fut un temps où la bourgeoisie, classe aujourd'hui corrompue, était laborieuse et fière. Cantonnée dans les grandes villes elle avait suspendus sur sa tête les châteaux-forts de la féodalité comme une épée de Damoclès nouvelle. Elle fit le mouvement communal et son émancipation fut assurée. Faisons comme elle. Déjà en 1871 nos amis l'ont compris et si la classe moyenne a eu ses Etienne Marcel, ses Arteveld, nous avons les Varlin, les Vermorel et les Delescluze. Continuons dans cette voie, c'est le chemin de la victoire.

Est-ce à dire qu'alors il faudra s'arrêter? Que la commune est la révolution? Non certes. Nous n'aurions pastué le pouvoir, nous n'aurions fait à la mode fédérale espagnole, que le déplacer, que le rapprocher de nous, que le rendre plus exorbitant. En révolution c'est là une chose fatale, si l'on s'arrête un instant sur la route du progrès, si l'on piétine sur place, on devient la *réaction*. La COMMUNE AUTONOME, voilà le *moyen*, mais ce n'est pas le *but*.

CORRESPONDANCE D'ITALIE.

Bologne le 29 Juillet 1873.

Compagnons :

La question sociale qui pourrait aussi s'appeler la question de la faim s'agite terriblement en Italie aussi; tous les pays des Marches en sont très-préoccupés; la cherté des vivres, et

principalement du vin y produisent des grèves, des démonstrations populaires, des tumultes..... On y maltraite sur les marchés les entrepositaires de blés et on renverse leurs sacs sur les routes; les gardes de sûreté publique et les bersagliers sont accueillis par des sifflets, et souvent entre les hommes du peuple et les agents du gouvernement, naissent des escarmouches; les femmes, les vieillards les enfants prennent part à la chose. Ce sont là les symptômes de la fièvre révolutionnaire; la faim fera certainement ce que ne font pas les idées.

Les journaux bourgeois républicains et monarchiques, publient des articles très-longs et très-ennuyeux, les uns sur la cherté des vivres, les autres sur l'état de la récolte, les uns sur ceci, les autres sur cela. D'autres proposent par des moyens plus ou moins fantastiques la solution de la question sociale. Les uns s'en prennent au système de gouvernement, d'autres aux prêtres; ceux-ci à ceux qui excitent à la haine des classes, ceux-là à l'ignorance. Personne n'a le courage de dire les choses telles qu'elles sont: l'ordre au dessus de tout; que tout aille au diable, mais qu'on sauve l'ordre!

Et les républicains, les amis du peuple, concourent eux aussi au maintien de l'ordre monarchico-bourgeois, en protestant hautement au nom de Joseph Mazzini contre la conscience populaire qui fait irruption. Nos amis des sections Internationales de ces pays ne se laissent pas endormir. Ils profitent des conditions actuelles pour propager les idées révolutionnaires, ils persuadent aux ouvriers que la question sociale, ne peut se résoudre que par la Révolution sociale. En excitant à la haine, un des moyens les plus puissants de révolution, contre les patrons, la lutte entre le capital et le travail s'en accentuera de plus en plus, et le grand jour de la Liquidation sociale sera avancé.

La dissolution du parti républicain bourgeois ou mazzinien, déterminée par son impopularité anime nos frères à l'action, sérieuse. C'est en usant de tout ce que les conditions locales leur permettent, c'est en combattant sans équivoque et sans transaction, pour l'Anarchie et pour le Collectivisme et en se mettant en opposition directe avec tous les partis bourgeois, qu'ils rendront inefficaces les manœuvres et les intrigues que ces derniers dirigent contre les ouvriers.

La Révolution sociale à laquelle nous nous sommes voués doit nous occuper tous, et ce n'est qu'en nous appliquant continuellement à la propagande de ces idées que nous pourrions vaincre.

Socialistes, Alerte! Notre poste est au feu!

Nous recevons d'un anonyme la lettre suivante que sur sa demande nous publions dans les colonnes du journal. Qu'il nous permette cependant de lui faire observer que si nous demandons l'instruction intégrale pour nous, fils du travail, ce n'est pas précisément pour arriver à cacher comme lui un assez bon langage sous une forme originale; que notre but n'est pas de nous rendre capable de faire des imitations du père Duchêne, qu'il est à la fois plus sérieux et plus élevé.

Sacré mille tonnerres, Messieurs les rédacteurs de la *Solidarité*, vous êtes de bons bougres! Vous parlez de détruire la civilisation des bourgeois, leur science, leurs mœurs et leur morale; vous blaguez leurs idées sur la famille, sur la religion, sur la propriété et vous vous servez de leur langue; vous nous foutez toutes les périodes dorées de l'Académie française? Si vous êtes du peuple, parlez comme lui. Serait-ce par hasard que les sacré-nom-de-Dieu qui lorsqu'on le trompe ronflent dans sa poitrine vous écorcheraient les oreilles ou auriez vous peur des autorités? Tenez, faites-moi place dans les colonnes de votre journal; je suis bougrement en colère!

Ils sont donc partout les mêmes les jeanfoutres de la république des paletots? En Espagne comme en France, à Alcoy comme à Paris, les traitres des chambres espagnoles, les Jules

Favre, les Thiers, les Gambetta, tous ces propre-à-rien ont tué la Sociale. Nous avions pourtant confiance en toi Pi y Margall. On te disait socialiste, nous te prenions pour un bon-bougre et tu nous a foutus dedans. Placé entre les culs-blancs et les patriotes, ton gouvernement a préféré fusiller les patriotes et laisser vivre les culs-blancs et toi Pi y Margall tu as laissé commettre ce crime.

Aujourd'hui les rabougris des vieilles familles aussi moisissent leurs blasons, les petits crevés de la maison d'or, sont sortis de leurs lupanars et prennent toute l'Europe pour témoin de leurs orgies. A Versailles théâtre des saloperies de leurs ancêtres, des Louis XV et des Mignons, ces jeanfoutres nous font la loi. Avec le concours de la calotte, des sacristains, de tous les portiers de Tabernacle ils organisent des pèlerinages qui s'en vont à Lourdes, à Fourvières et autres lieux, adorer la femme du charpentier. Et pendant ce temps, on emporte des maisons les déponilles des bons bougres de patriotes en même temps que l'on enlève des rues les charognes, les ordures des ménages et les cadavres des chiens pourris.

En Espagne mille tonnerres, il sagit bien de processions!

Là les curés juisseurs, la racerocheuse de la rue d'Albe. Dona Blanca, surnommée la *princesse du trottoir*, massacrèrent les bon bougres de travailleurs. Ils veulent nous ramener au bon temps des billets de confession, à l'époque de la roue et des instruments de torture de Torquemada; ils revendiquent le droit de cuissage.

On leur en foutra des petits couteaux pour les perdre! Qu'ils sachent bien ces jeanfoutres que le temps des rois est passé, que leur drapeau blanc, il n'en faut plus! Il n'y a que les gosses qui le portent aujourd'hui ce drapeau qui n'est plus sans tache, et c'est à la fente de leur pantalon.

Tiens, Pi y Margall, sois un bon bougre et nous leur ferons laver le plancher; ils ont les pontificaux et les propre à rien de Charette, nous aurons les garibaldiens. Qu'ils déploient les trois crapauds, nous déploierons le drapeau de la Commune. Si les hommes du gouvernement te gênent nous foutrons par la fenêtre tous ces jeanfoutres; nous nettoierons la maison d'abord, nous ferons la sociale, et nous sortirons ensuite. Mais si nous flânons, si nous n'avons pas le cœur à l'ouvrage, nous sommes foutus. Si nous sommes foutus c'est que nous ne sommes pas des hommes, c'est que nous n'avons rien dans le suspensoir.

Un enfant du père Duchêne.

CHRONIQUE DU TRAVAIL.

ESPAGNE. Les événements politiques dont l'Espagne vient d'être le théâtre ont été la cause d'une crise dans le sein de notre association. Les bourgeois hypocrites qui marchent avec le gouvernement essayent de nous désorganiser et nous sommes forcés d'avouer que quelques rares idiots écoutent ces ennemis du prolétariat. D'un autre côté la proximité du Congrès général occupe tous les esprits et fait à ces laches manœuvres une salutaire diversion.

FRANCE. Le conseil municipal de Paris, qu'il y a deux mois à peine refusait de voter une somme pour envoyer des ouvriers s'instruire à Vienne vient d'avoir le triste courage de voter 200000 francs pour donner des fêtes au Chah de Perse, à ce tyran qui en 1869 ordonnait dans son pays de brûler vit quiconque médirait de lui ou de son gouvernement. Malgré cette inqualifiable conduite de nos radicaux parisiens le mouvement économique s'accroît. Les mécaniciens, les serruriers, les horlogers, les menuisiers, travaillent activement à la constitution de leurs cahiers de travail.

Un comité s'est aussi organisé à Angoulême. L'industrie du fer (mécaniciens, serruriers), celle du bâtiment (menuiserie, charpente, peinture, etc.....) celle des voitures (sellerie, carrosseries) et enfin les arts et l'agriculture, s'y sont repré-

renter. A Toulon nos amis ont été moins heureux, le comité d'organisation a été dissout par ordre du préfet du Var.

A Roubaix la grève qui prenait une tournure malheureuse, qui semblait devoir finir par une sanglante collision, est presque terminée. Quelques ouvriers sont arrêtés; cela se comprend; les patrons étaient coupables! *Au pauvre toujours la besace!*

Nous engageons nos amis du midi de la France à se préparer pour le congrès des fédérations autonomes, qui aura lieu le 1.^{er} Septembre. Nous espérons qu'ils s'y feront représenter. A La Haye c'est la France qui malheureusement a appuyé l'autoritarisme, elle a une revanche à prendre et certainement pour la prendre elle ne reculera devant aucun sacrifice.

BELGIQUE. Nos amis se préoccupent toujours beaucoup de l'organisation du socialisme révolutionnaire; vienne l'occasion et nous les verrons agir. Le troisième congrès annuel aura lieu à Anvers, le Dimanche 15 et le Lundi 6 Août 1870. Les questions à l'ordre du jour sont: 1.^o *programme du socialisme révolutionnaire.* — 2.^o *De l'impôt.* — 3.^o *Des services publics.* — 4.^o *Révision du règlement de la fédération Belge.*

SUISSE. Dans sa séance du 8 et pour se rendre au désir exprimé par les autres fédérations, le conseil fédéral Jurassien a adopté une circulaire convoquant les internationaux au congrès général autonome de Genève. *Ce congrès aura lieu le 1.^{er} Septembre 1875 à la brasserie schiess, aux Pâquis.* Les délégués sont priés de se réunir le Dimanche 3, au local du congrès pour célébrer une réunion préparatoire.

L'ordre du jour proposé et qui est dû à l'initiative des diverses fédérations et au congrès de S.^t Imier porte les questions suivantes:

Constitution définitive du pacte de solidarité entre les fédérations libres de l'Internationale;

Révision des statuts généraux de l'association;

De la grève générale;

Organisation universelle de la résistance et tableaux complets de la statistique du travail.

ITALIE. La commission de correspondance de la fédération Italienne propose à chaque section et à chaque fédération d'envoyer d'ici au 10 août le nombre exact de ses membres ou à la fédération Jurassienne ou à la fédération Italienne.

Nous lisons dans la *justicia federal*, organe intransigent les lignes suivantes:

Aujourd'hui que nos gouvernants laissent dans l'abandon la guerre carliste pour courir sus aux fédéraux, nous autres nous abandonnons la lutte contre les factieux de la montagne pour donner la chasse à ceux du gouvernement.

Après les internationaux, les intransigents. Le gouvernement aurait-il encore l'impudeur de s'appeler **GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE?**

COSAS DE ESPAÑA.

Au moment où nous écrivons ces lignes la parole est au canon. Après avoir provoqué l'Internationale et écrasé les quelques hommes héroïques qui lui ont répondu en épaulant un fusil, le gouvernement espagnol s'est trouvé en face des intransigents. Nous serions heureux aujourd'hui qu'il n'est plus reconnu pas les fédéraux, qu'il n'est suivi que par les unitaires et les alphonstistes, qu'il expose les raisons qui lui permettent de s'appeler à la face de l'Europe, gouvernement de la République Espagnole.

Digne émule de Sagasta, à Paradas, à Carmona, à Séville, à San Lucar de Barrameda, à Valencia, à Viso, à Jerez, le pouvoir intervient entre les patrons et les grévistes, appuie la bourgeoisie contre le peuple, dissout les réunions internationales, ferme le local de l'Association et emprisonne les ouvriers. A Palma de Mallorca il envoie son alcal-

de dans les réunions interdire l'usage de la parole aux ouvriers internationalistes. Ces faits sont déjà anciens, nous avons protesté dans nos colonnes, nous ne pensons pas que leur relation soit passée inaperçue. Nous ne revenons pas sur les détails, pressés d'arriver aux affaires d'Alcoy où le crime gouvernemental a été consommé. Une grève générale fut déclarée à Alcoy dans le but d'obtenir une augmentation de salaire et une diminution dans la durée du travail. On avait l'assurance de l'alcalde qu'il conserverait dans cette question économique la plus complète neutralité, lorsque tout à coup il publie après avoir eu une conférence avec les principaux fabricants une attaque contre les ouvriers, les calomniant, les insultant, dans le but bien connu aujourd'hui d'amener un conflit. Une commission d'ouvriers fut lui rappeler ses promesses, lui montrant l'agitation qu'il avait produite et le suppliant s'il ne se sentait pas la force de rester neutre de donner sa démission. Tout fut inutile et quand la commission sortit, elle avait à peine passé les portes de l'hôtel de ville qu'un feu nourri fut ouvert sur le peuple des dépendances de ce monument; le feu continuant sur tous les points stratégiques contre le peuple désarmé, celui-ci dut avoir recours à la force pour repousser la force. On courut aux armes et alors se livra une terrible bataille qui dura vingt heures. Parmi les héros qui défendaient ainsi les droits du travail, il y a eu une dizaine de martyrs, les uns sont morts, les autres sont désormais incapables de tout travail. On a respecté (ce qui a peut-être été une faute) les personnes et les propriétés et si il y a eu des édifices brûlés c'est que de leur intérieur on faisait feu sur le peuple. Quand aux bains de pétrole, aux têtes coupées et portées sur des piques, mensonges, indignes calomnies, qu'un ministre du gouvernement a eu le triste courage de porter à la tribune espagnole. Le seul homme tué par la justice du peuple est l'alcalde qui se permit de faire feu sur le peuple avec son revolver, après avoir dit qu'il se rendait.

La commission fédérale d'Alcoy vient de publier sur tous ces faits une éloquente *protesta* que la place dont nous disposons ne nous permet pas de publier.

L'Internationale savait que le moment d'entrer en scène n'était pas encore venu pour elle et si elle s'est défendue c'est qu'on l'a attaquée, provoquée, forcé à la lutte.

On comprend que le mouvement intransigent nous préoccupe moins que le mouvement internationaliste qui nous en sommes certains n'a pas dit son dernier mot.

Plusieurs cantons sont déclarés; (Murcie, Andalousie, Valence). Les villes de Cadix, Malaga, Granada, Séville, Valence et Carthagène sont en armes et la lutte promet d'être acharnée. L'insurrection occupe un tiers de l'Espagne, elle s'étend de la Méditerranée à la Castille et à la Catalogne et de l'Estramadura à la Méditerranée.

Cadix, ville forte de 54000 habitants est bombardée ce moment-ci par une frégate espagnole. *Las naves de Tolosa.* La ville de Madrid est envoyée pour l'aider dans l'accomplissement de cette triste besogne.

A Séville (110000 h), il paraît que le général Pavía a commencé le blocus. On parle de décrets socialistes que la Junta aurait rendus, mais cette nouvelle ne nous a pas encore été confirmée.

Le général Martinez Campos envoyé contre Valence a vu sa première attaque déjà repoussée. Il masque sa retraite en prétextant la difficulté du ravitaillement de ses troupes. On compte sur une seconde agression de sa part aussi la ville est-elle hérissée de barricades, armée de 24 canons, et a-on rompu le canal d'irrigation pour inonder le voisinage. Contreras marcherait dit-on à son secours avec 3000 volontaires Mursiens.

Contreras commande à Carthagène. C'est un vaisseau de ce canton, la *Vigilante*, que les allemands ont pris. Que dire de ce gouvernement qui traite de PIRATE la marine nationale?

Administration et Rédaction, calle del Parlamento n.º 40, piso 3.º, Barcelona (Ensanche). España.

Barcelona: Imprimerie de Joseph Miret, rue Cortes, n.º 289 et 291.